



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 02/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY

10 rue de Seignelay
56100 Lorient

Références : -

Code AIOT : 0005501834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY implanté 10 rue Seignelay 56100 Lorient. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY
- 10 rue Seignelay 56100 Lorient
- Code AIOT : 0005501834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) exploite deux dépôts sur la zone industrielle portuaire

de LORIENT :

- le dépôt de Seignelay comprenant 7 bacs essences, éthanol ou distillats (gazoles/FOD) avec installations de chargement de véhicules citernes,
- le dépôt de Kergroise comprenant 6 bacs de stockage dédiés uniquement aux distillats (dépôt utilisé comme dépôt satellite du dépôt de Seignelay, reliés entre eux par 2 pipelines enterrés).

Compte tenu des substances et quantités stockées, ces dépôts relèvent chacun du seuil haut du classement SEVESO III. Le plan de prévention des risques technologiques a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

S'agissant du dépôt de Seignelay les prescriptions actuellement applicables sont celles de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2022 ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels associés à l'activité ainsi qu'au statut Seveso seuil haut de l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 5 décembre 2024 s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle des sites industriels ICPE. La thématique de l'inspection relative à la gestion des indisponibilités et notamment des mesures de maîtrise des risques (MMR) constitue une action prioritaire nationale au regard de l'accidentologie récente associée à une mauvaise gestion des shunts et des systèmes concourant à la protection des installations et de l'environnement.

L'inspection s'est dans ce cadre intéressée à l'organisation générale de l'exploitant en matière de gestion des indisponibilités de MMR, de mise en place des mesures compensatoires le cas échéant et de gestion des modifications. Dans un deuxième temps, un contrôle des différentes actions menées par l'exploitant vis à vis du projet de remplacement de son émulseur a été réalisé.

L'inspection retient qu'une organisation en matière de gestion des indisponibilités et de gestion du

changement a bien été définie par l'exploitant. Cette organisation mérite toutefois d'être complétée afin notamment d'y intégrer la gestion des indisponibilités d'une MMR non prise en compte actuellement et de certaines barrières de sécurité conformément aux nouvelles dispositions réglementaires en la matière.

Par ailleurs, l'inspection considère que l'exploitant doit initier une réflexion visant à étudier les possibilités de renforcement des mesures compensatoires définies lors de la phase de mise hors exploitation de ses groupes motopompe émulseur dans le cadre des travaux de remplacement de son émulseur. Enfin, l'exploitant apportera des justifications complémentaires visant à confirmer la bonne adéquation de son nouveau matériel au futur émulseur et précisera le mode opératoire retenu des essais visant à confirmer la bonne validité des modifications opérées avant la remise en service de la défense contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : La société DPL possède un système documentaire incluant différentes procédures et notes techniques relatives à l'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques (MMR). Plus précisément, lors de sa visite, l'inspection a pu consulter : - la procédure générale P.OI.14 de gestion des MMR, - la consigne DPL référencée C.DPL.I01.14 précisant les moyens à mettre en œuvre afin de garantir un maintien de la sécurité sur les sites de Seignelay et Kergroise en cas d'indisponibilité d'une MMR, - la fiche de suivi DT1.C.DPL.I01.14 permettant d'assurer le suivi des inhibitions, des défaillances et des anomalies des MMR. L'inspection note que la consigne et la fiche de suivi établies par la société DPL sont claires et opérationnelles et permettent de connaître facilement la conduite à tenir en cas d'indisponibilité de MMR.

L'inspection note toutefois, l'absence de la prise en compte, au sein des procédures, de la possible défaillance des écrans flottants alors que ceux-ci sont bien identifiés comme MMR dans l'étude de dangers (point 6.10 de l'EDD rev.D). La défaillance des écrans flottants peut notamment être mise en évidence lors des contrôles périodiques de la présence d'une atmosphère explosive dans l'espace situé entre l'écran flottant et le toit du réservoir.

Par ailleurs, l'inspection a identifié lors de sa visite que le périmètre des documents précités se limite à l'indisponibilité des MMR, ce qui ne semble pas suffisant au regard des nouvelles prescriptions de l'article 54.b de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 introduites par l'arrêté modificatif du 28/02/2022. En effet, cet article prévoit également, au-delà des MMR, que l'exploitant définisse les conditions et modalités de maintien des installations en cas de défaillance des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux pouvant conduire à générer des effets irréversibles en dehors des limites du site.

Sur la base de cette prescription, l'inspection considère ainsi que la défense contre l'incendie devrait être intégrée aux procédures et consignes précitées afin de prévoir la conduite à tenir dans le cas de son indisponibilité totale ou partielle.

Par ailleurs, l'inspection note :

- qu'en cas de défaillance d'un détecteur d'hydrocarbures gazeux, la fiche de suivi DT1.C.DPL.I01.14 prévoit, en remplacement, la mise en place d'une balise de détection « exo blackline », sans que cette mesure compensatoire ne soit recensée dans la consigne C.DPL.I01.14, ce qui n'apparaît pas cohérent,

- qu'en cas de défaillance d'une sonde de niveau haut (NH) ou de niveau très haut (NTH), la consigne précitée précise que, dans la situation d'un déchargement impératif dans le bac concerné, et en cas de manque de creux dans un autre réservoir, il demeure possible de continuer l'opération dans le cas d'une réception dite "multi-bacs". Ce terme "multi-bacs" ne semble cependant pas adapté au vu de la configuration des installations. Par ailleurs, la fiche de suivi DT1.C.DPL.I01.14 prévoit la mise en œuvre d'un contrôle physique de niveau du bac, sans que cette mesure compensatoire n'apparaisse dans la consigne C.DPL.I01.14, ce qui ne semble pas cohérent.

- que l'exploitant n'étudie pas le cas d'un dysfonctionnement simultané de plusieurs MMR (NH et NTH par exemple).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complètera son organisation en matière de gestion des indisponibilités en intégrant l'ensemble des MMR et des barrières de sécurité répondant au critère défini par la prescription contrôlée. Par ailleurs, la fiche DT1.C.DPL.I01.14 et la consigne C.DPL.I01.14 seront complétées ou corrigées afin d'assurer leur cohérence l'une avec l'autre, et afin d'intégrer le cas d'un dysfonctionnement simultané de plusieurs MMR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Au cours de la visite, l'inspection s'est intéressée aux conditions d'indisponibilité de la défense contre l'incendie au cours de la période de travaux engagée dans le cadre du changement d'émulseur vers un nouveau produit sans PFAS pour se mettre en conformité avec le règlement européen 2019/1021 relatif aux polluants organiques persistants.

En effet, ce changement d'émulseur générant la mise en œuvre d'opérations de nettoyage de certains équipements tels que des tuyauteries et des réservoirs ainsi que le remplacement des groupes motopompe émulseur, des proportionneurs ainsi que de certains linéaires de tuyauteries, une indisponibilité de la défense contre l'incendie durant une durée notable est prévue.

Cette indisponibilité n'a pas fait l'objet de l'établissement d'une fiche de suivi DT1.C.DPL.I01.14 en raison, comme identifié au constat n°1, de l'absence d'intégration de la

défense contre l'incendie aux procédures de gestion des indisponibilités des MMR.

Néanmoins, l'exploitant a bien identifié les mesures compensatoires à mettre en œuvre durant toute la phase où les performances de la défense contre l'incendie se trouveront dégradées. Plus précisément, l'exploitant a identifié :

-une phase d'environ 36 heures sans groupe motopompe émulseur. L'exploitant a prévu pendant cette période des moyens de substitution de type canons et proportionneurs mobiles pour les scénarios « classique ». Par ailleurs, l'exploitant installera également des proportionneurs mobiles lignés sur les manifolds des bacs double enveloppe. Durant cette phase, du personnel de DPL sera présent sans interruption,

- une deuxième phase où la défense contre l'incendie se reposera sur un groupe motopompe émulseur mobile acheminé sur le site sur une remorque et qui sera relié à sa propre cuve d'émulseur et à un nouveau proportionneur fixe.

L'inspection note que l'organisation mise en place afin de pallier la dégradation des performances de la défense contre l'incendie est aboutie et réfléchie. L'organisation temporaire a par ailleurs été intégrée au sein d'un POI provisoire ce qui est satisfaisant.

L'inspection note toutefois :

-que l'exploitant a procédé au démontage d'un des deux groupes motopompe émulseur avant d'obtenir les résultats assurant la performance du nettoyage de la cuve émulseur temporaire. Les résultats des analyses s'étant avérés non-conformes, les travaux ont été suspendus, générant une indisponibilité prolongée d'un des groupes motopompe émulseur et supprimant ainsi la disponibilité d'un groupe de secours dont la présence est prévue réglementairement pour l'exploitation des réservoirs double-paroi,

-que pour la phase dégradée de 36 heures sans groupe motopompe émulseur, l'exploitant n'a pas procédé à la mise à jour du taux d'application réglementaire minimal à respecter afin de prendre en compte le caractère mobile des moyens compensatoires. L'inspection considère que les moyens d'extinction constitués par les 2 canons mobiles de 4000 l/min (soit 8000 l/min au total) et permettant d'assurer un taux d'application calculée de 3,2 l/min/m² pour le feu de la cuvette n°2 mériteraient d'être renforcés afin de tenir compte de leurs caractères mobiles, conformément à l'annexe 5 de l'arrêté du 3 octobre 2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le détail du calcul du taux d'application réglementaire mis à jour selon l'annexe 5 de l'arrêté du 3 octobre 2010 afin de tenir compte du caractère mobile des moyens compensatoires mis en œuvre lors de la phase dégradée sans groupe motopompe émulseur et précisera les moyens complémentaires qu'il compte adopter afin de respecter ou de se rapprocher de celui-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A

Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

<p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a souhaité s'assurer du respect de la prescription contrôlée dans le cadre des travaux opérés sur la défense contre l'incendie et plus précisément de la mise en œuvre des moyens compensatoires.</p> <p>Plus particulièrement, considérant que certains moyens compensatoires d'extinction sont de type mobiles, l'inspection a souhaité s'assurer des conditions de formation des équipiers de deuxième intervention en matière de déploiement de moyens incendie.</p> <p>L'exploitant a alors présenté à l'inspection un tableau de suivi des formations de l'ensemble du personnel qui a permis de confirmer, après un contrôle par sondage, que ce dernier a bien suivi les formations RCD1 et SD2 délivrées par le GESIP et dédiées aux interventions sur feux réels adaptées aux dépôts pétroliers.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a précisé que son organisation prévoit que l'ensemble des agents bénéficient d'un recyclage tous les 5 ans de cette formation (formation type RIF délivrée également par le GESIP).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des modifications

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation générale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Conception et gestion des modifications</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de sa visite, l'inspection s'est également intéressée aux conditions de conception des modifications associées au changement d'émulseur et notamment aux remplacements des groupes motopompe émulseur et des proportionneurs associés.</p> <p>L'organisation de la société DPL en matière de gestion du changement repose sur la procédure P.01.12 "Gestion des modifications" qui fixe le cadre général applicable. Cette procédure identifie</p>

3 types de modification en fonction de son importance et de son impact sur les installations et l'environnement. Dans le cas d'une modification de catégorie II (impact moyen), la procédure précitée prévoit l'ouverture d'une fiche à compléter référencée DT.I01.12-4-II-d.

Lors de sa visite, l'inspection a bien identifié que l'exploitant avait ouvert et complété une fiche de type DT.I01.12-4-II-d associée au projet de remplacement de l'émulseur. Cette fiche intègre une aide à la gestion de la modification recensant de façon générique et non exhaustive les aspects qui pourraient être à prendre en compte pour chaque type de modification. Les rubriques indiquées ont vocation à être amendées si besoin par des éléments spécifiques à chaque projet. Cette fiche est destinée à être complétée au fur et à mesure du projet afin de faire état de l'état d'avancement des actions identifiées dans la phase d'analyse des risques.

Concernant le point spécifique de l'adaptation du nouveau matériel au futur émulseur, notamment au regard de sa viscosité plus importante, l'inspection a consulté la fiche technique du nouveau produit qui fait état d'une valeur de viscosité comprise entre 1320 et 1780 [cPs]. Les pièces documentaires transmises à la suite de la visite ne permettent pas de justifier à l'inspection le caractère adapté de la plage de fonctionnement des nouveaux groupes motopompe émulseur et des nouveaux proportionneurs vis à vis des caractéristiques physico-chimiques du nouvel émulseur.

Enfin l'exploitant a indiqué à l'inspection que des essais de mise en service seront réalisés à la suite de la modification, sans toutefois pouvoir en préciser le mode opératoire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection la fiche DT.I01.12-4-II-d dûment complétée avant la remise en service de l'installation. Par ailleurs, l'exploitant transmettra les documents techniques des nouveaux groupes motopompe émulseur et des nouveaux proportionneurs permettant de confirmer le caractère adapté de leurs plages de fonctionnement en matière de viscosité. Enfin, l'exploitant transmettra à l'inspection le mode opératoire des essais visant à confirmer la bonne validité des modifications opérées avant la remise en service de la défense contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois